

APRÈS L'INSTALLATION DE SON SECRÉTARIAT NATIONAL LE 15 MARS DERNIER

L'UGTA face aux questions organiques et le 87-bis

Installée le 15 mars dernier, la nouvelle équipe du secrétariat national de l'UGTA s'attelle à faire face aux attentes de la base syndicale aux plans organique et revendicatif. La plus importante a trait aux modalités d'application des dispositions portant abrogation de l'article 87 bis.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Deux épreuves majeures attendent la nouvelle direction nationale (secrétariat) de l'UGTA. Si le premier test est d'ordre organique, à savoir la mise en conformité des structures de la Centrale syndicale (verticale et horizontale) avec les résolutions organiques du 12^e congrès, la seconde épreuve à laquelle fera face la nouvelle équipe est l'abrogation de l'article 87 bis du code du travail.

En effet, en l'absence d'une communication officielle expliquant les modalités de cette disposition, les responsables de l'UGTA se verront dans l'obligation de procéder à des «explications» en direction du monde du travail et de leur base syndicale. Les syndicats dits autonomes ont entamé depuis quelques jours une campagne, en s'interrogeant «sur l'intention réelle du gouvernement de mettre en application cette mesure avant la fin du second semestre de l'année en cours».

Cette inquiétude est des plus «légitimes», dit-on, du fait que «le doute commence à s'installer chez certains partenaires sociaux et parmi les travailleurs concernés par les réévaluations salariales que devrait engendrer l'abrogation de cet article».

En effet, annoncée pour le 1^{er} janvier dernier, la suppression de l'article 87 bis du code du travail n'est pas encore appliquée. La nouvelle conjoncture économique, marquée par l'effondrement des cours du pétrole, a suscité des interrogations sur la suite à donner à cette question.

«Avec la chute des prix du pétrole, il sera impossible pour les autorités de revoir les salaires à la hausse, sachant que la mise en œuvre de l'abrogation de cet article coûtera une somme colossale au Trésor public», a confié le SNAP (Syndicat national des postiers) cité par le site électronique l'Eco News.

Pour rappel, l'article 87 bis de la loi 90-11 relative aux relations de travail stipulait que «le salaire national minimum garanti (SNMG) doit comprendre le salaire de base, les primes et les indemnités, quelle que soit leur nature, à l'exception des indemnités versées pour payer les dépenses assumées par le travailleur».

Une définition qui relativise toute augmentation pour les catégories de travailleurs payés au SNMG qui après imposition se trouvent avec moins de 18 000 dinars par mois. Or, la suppression de cet article fera que «le salaire de base devienne le SNMG» pour tous les travailleurs qui percevaient jusque-là un salaire au-dessous de 18 000 DA mois.

Toutefois, la question de la définition qu'on donnera à cette mesure se pose. Ainsi, le président de la République a parlé «d'abrogation», alors que dans le plan d'action du gouvernement il s'agit de «réaménagement». C'est à l'UGTA de lever ces ambiguïtés.

C'est probablement le coût de cette suppression qui risque de diviser tous les acteurs concernés.

A. B.

56^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU COLONEL AMIROUCHE

Chronique d'une polémique annoncée

La décision prise par les autorités de célébrer à Tizi-Ouzou le 56^e anniversaire de la mort du colonel Amirouche, alors que le même événement est commémoré deux jours auparavant par et au sein du village natal de ce dernier, risque de faire polémique.

L'événement qui sera célébré sous l'égide du président de la République est confié au musée du Moudjahid de Tizi-Ouzou, organisme sous tutelle du ministère des Moudjahidine. «Une semaine de la mémoire en hommage au colonel Amirouche» est le thème générique de cet anniversaire qui débutera aujourd'hui, 29 mars, et se terminera le 4 avril prochain.

Au programme, des conférences et des témoignages qu'animeront des moudjahidine et des compagnons d'armes du chef de l'ex-Wilaya III historique.

Réflexion sur l'Histoire et les mémoires écrites sur le colonel Amirouche ; une vie, deux morts, un testament de se mêler de l'écriture de l'Histoire. De fait, cet hommage à la mémoire du colonel Amirouche qui s'étale sur presque une semaine dédiée

manquera pas de susciter le débat. D'autant que D. Djarbal a apporté la contradiction au D' Sadi dont le ton subversif et de remise en cause qu'il a imprimé à ses interventions publiques sur l'histoire de la Révolution et le parcours de certaines figures du nationalisme algérien n'arrêtent pas de susciter des positions contrastées au sein de l'opinion.

Des réactions quasi indignées sont venues de la part des tenants de l'historiographie officielle. Un membre du gouvernement, le ministre des Moudjahidine, en l'occurrence, s'est même impliqué dans le débat en daignant à l'auteur de *Amirouche ; une vie, deux morts, un testament* de se mêler de l'écriture de l'Histoire. De fait, cet hommage à la mémoire du colonel Amirouche qui s'étale sur presque une semaine dédiée



Le colonel Amirouche.

s'inscrit en droite ligne de la controverse suscitée par l'exprésident du RCD qui était, vendredi dernier, l'invité du comité de village Tassaf, village natal du colonel Amirouche qui a initié deux journées commémoratives du 56^e anniversaire de la mort d'Amirouche évoqué par Laïchour Slimane, collaborateur et agent de liaison de ce dernier et qui a assuré la même fonction entre Abane et Krim Belkacem.

Le parcours d'Amirouche fera aussi l'objet d'une évocation par Saïd Sadi qui fera lecture d'un document inédit. Il s'agit d'un

exemplaire du journal *El Moudjahid* datant du mois d'avril 1959 où Krim Belkacem rendait un hommage élogieux à ce dernier. «A mon compagnon Amirouche», était le titre du témoignage signé par le vice-président et ministre des Forces armées du GPRA qui louait les qualités d'organisateur et de chef politico-militaire hors pair qu'était le colonel Amirouche.

Sur les pages d'*El Moudjahid* presque toutes consacrées à Amirouche, Krim Belkacem s'est étalé sur les nombreux faits d'armes d'Amirouche qui a pu nettoyer la vallée de la Soummam où il a été affecté par le même Krim, des antirévolutionnaires du parti de Messali, le MNA. «La persuasion d'Amirouche a abouti au ralliement de certains d'entre eux (les Messalistes), d'autres sont exterminés ou se sont enfuis rejoignant la région de Bouira, fief du général Belounis», écrivait Krim, parlant d'un épisode datant du début de la lutte armée, selon le document lu par Saïd Sadi.

S. A. M.

NOUVEAU CADRE BUDGÉTAIRE DES COMMUNES

Le statut de secrétaire général de commune en élaboration

En conclave hier au palais de la culture Mohamed-Boudiaf de Annaba, à l'initiative du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, les inspecteurs et secrétaires généraux de wilaya, de daïra et ceux des communes ainsi que les directeurs de l'administration locale, les chefs de daïra et services de l'animation locale, les présidents des Assemblées populaires communales ainsi que les trésoriers et les contrôleurs financiers communaux des wilayas de Annaba, Guelma et Skikda, avaient à prendre connaissance de la nouvelle texture et des techniques du budget communal.

L'objectif de cette rencontre est de permettre aux uns et aux autres de mieux appréhender pour maîtriser les techniques de gestion du budget communal. Ces aspects et bien d'autres ont été abordés à l'issue du discours inaugural prononcé par le wali de Annaba par intérim et secrétaire général en titre Mostefa Limani. Dans la salle du palais de la culture et des arts Mohamed-Boudiaf où avaient été regroupés cadres dirigeants et locaux du ministère des Finances dont la Cour des comptes et leurs homologues du ministère de l'Intérieur, l'ambiance était studieuse.

Et pour cause, les intervenants dont Kerri Azzedine, directeur des finances locales, ont abordé des questions liées à la gestion de la fiscalité, des recettes et des dépenses des communes.

Egalement abordées, les contraintes auxquelles sont confrontées les collectivités locales dans leurs différentes et nombreuses missions avec pour priorité, une prise en charge efficace de l'environnement des habitants. Dans leur approche de différentes situations, il a été question de fonds communs des collectivités locales, de la comptabilité des ordonnateurs et des comptables publics, du paiement avant ordonnancement

de certaines dépenses communales obligatoires...

A ce niveau, l'on s'est longuement attardé sur des questions liées au plan de développement communal où se mêlent les attributions du P/APC et celles du pouvoir de substitution du wali.

Les intervenants ont souligné toute l'importance des actes de la commune allant dans le sens de l'aménagement du territoire et du développement de l'urbanisme, des infrastructures et de l'équipement, en matière d'éducation, de protection sociale, sport, jeunesse, culture, loisirs et de tourisme. Dans ces compétences de la commune, il y a également l'hygiène, la salubrité et la voirie.

Tant de compétences qui nécessitent des dépenses devant être imputées au budget communal y compris l'ordonnancement des dépenses parfois objet de veto du contrôleur financier. Ce dernier a été pointé du doigt pour les obstacles qu'il dresse constamment et source de blocage des activités des collectivités locales.

Ce qui a imposé à Abdelaziz Latrache président de l'Assemblée populaire communale d'El Bouni dans la wilaya de Annaba à proposer la mise en place d'un conseil d'arbitrage pour aplanir les difficultés. «C'est pris en charge» s'était limité à dire Azzedine Kerri, le directeur des finances locales. Son intervention a été suivie de nombreuses réactions à l'image de celle relative aux avantages accordés aux contrôleurs financiers mais pas aux receveurs communaux. Ce qui a nécessité une clarification de la mission des représentants de ces deux structures.

Les prérogatives induites par le poste de secrétaire général de commune ont été aussi abordées. Selon le principal animateur de cette journée régionale d'étude sur le budget de la commune, ces prérogatives devraient être définies prochainement dans le cadre d'un statut actuellement en cours d'élaboration au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Si les chefs de daïra, les inspecteurs généraux et les secrétaires des communes sont restés étrangement silencieux tout au long des débats, il n'en est pas de même du côté des élus. A ce niveau, les revendications

se sont multipliées. Elles vont toutes dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des habitants. A commencer par l'état de l'infrastructure routière et notamment les chemins de commune et ceux de wilaya. Ce qui a permis au représentant du ministère de l'Intérieur d'affirmer que 63 000 kilomètres de route sont en mauvais état et que la réhabilitation d'un seul kilomètre coûterait 10 millions de dinars.

Un autre point soulevé parmi tant d'autres porte sur le versement direct au Trésor public des taxes induites par les activités professionnelles des entreprises. «Ces taxes devraient bénéficier directement aux communes. Le problème de la dotation des engins tels que les tractopelles, les niveleuses et autres a été posé par plusieurs P/APC. Commandés depuis quatre années à la SNVI, les engins que nous destinons aux APC n'ont toujours pas été réceptionnés à ce jour», a argumenté le représentant du ministère de l'Intérieur.

Sur sa lancée, il abordera la question des moyens de communication tel que le téléphone satellitaire par les élus qui, contrairement au téléphone fixe, nécessite une autorisation spéciale du ministère de l'Intérieur. «Un texte définira prochainement les conditions d'acquisition de la puce et délimitera mensuellement le seuil de la dépense à ne pas dépasser en termes de communication téléphonique», a-t-il argumenté.

Précisant que le texte y afférent est en cours de finalisation, le même responsable a annoncé le redéploiement de la Garde communale qui aura prochainement le statut de police communale sans prérogatives judiciaires. En ce qui concerne les communes côtières, l'intervenant a confirmé l'information de son ministère relative à la mise fin aux concessions anarchiques des plages et des parkings de plage.

S'adressant aux présidents des communes concernées, il a indiqué : «Des instructions et des moyens financiers seront mis à votre disposition afin de mettre fin aux concessions anarchiques ; nous allons mettre le paquet», ponctuera-t-il son intervention.

A. Bouacha